



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/11/Add.2
17 mars 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 23 de l'ordre du jour

QUESTIONS SE RAPPORTANT AUX POPULATIONS AUTOCHTONES

Rapport sur les travaux du deuxième atelier sur la possibilité de
créer une instance permanente pour les populations autochtones
dans le système des Nations Unies, tenu conformément à la
résolution 1997/30 de la Commission des droits de l'homme

(Santiago, 30 juin - 2 juillet 1997)

Additif

Contribution de Mme Erica-Irene Daes, Présidente-Rapporteur
du Groupe de travail sur les populations autochtones

Le texte figurant en annexe constitue le chapitre V du rapport sur le deuxième atelier.

ANNEXE

V. CONTRIBUTION DE Mme ERICA-IRENE DAES, PRESIDENTE-RAPPORTEUR
DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES POPULATIONS AUTOCHTONES

1. Il convient d'établir d'urgence une instance permanente pour les populations autochtones dans le système des Nations Unies. On trouvera ci-après des propositions fondamentales à cet égard.

A. Il faut un nouvel organe de coordination

2. La proposition de création d'une instance permanente pour les populations autochtones a été adoptée par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme et par l'Assemblée générale, en 1993. Depuis, la nécessité urgente d'un tel organe a augmenté.

3. En 1984, deux organes ou organisations du système des Nations Unies seulement s'intéressaient à la situation des populations autochtones : le Groupe de travail sur les populations autochtones, dans le cadre du programme des Nations Unies pour les droits de l'homme, et l'Organisation internationale du Travail (OIT). Le seul instrument juridique existant à l'époque qui traitait expressément des populations autochtones était la Convention (No 107 de l'OIT) relative aux populations aborigènes et tribales, de 1957.

4. Aujourd'hui en revanche, les peuples autochtones font l'objet d'un nombre croissant d'activités normatives et d'activités opérationnelles dans les domaines des droits de l'homme, de l'environnement et du développement durable.

5. Dans le domaine des droits de l'homme, un certain nombre de nouveaux instruments importants ont été conclus au cours des cinq dernières années, dont les suivants :

a) Une deuxième Convention (No 169) de l'OIT, de 1989, maintenant ratifiée par 10 Etats;

b) Deux projets de déclarations, à savoir le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones et le projet de principes et directives pour la protection du patrimoine des peuples autochtones, que j'ai élaborés en ma qualité de Rapporteur spécial.

6. Dans les domaines de l'environnement et du développement durable, il y a eu une rapide prolifération de nouveaux instruments et de nouvelles instances des Nations Unies traitant des questions relatives aux populations autochtones :

a) Le programme Action 21, adopté en 1992 par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, qui comprend tout un chapitre consacré au rôle des peuples autochtones dans le développement durable;

b) La Commission du développement durable de l'ONU qui est chargée de l'application du programme Action 21 et s'est de plus en plus intéressée aux préoccupations des peuples autochtones;

c) La Convention sur la diversité biologique, adoptée en 1992 et maintenant ratifiée par presque tous les pays, qui contient des dispositions explicites sur les connaissances traditionnelles des peuples autochtones et leurs droits aux ressources;

d) La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou par la désertification, en particulier en Afrique, qui contient aussi des dispositions spécifiques sur les connaissances traditionnelles et les droits aux ressources;

e) Le Groupe intergouvernemental sur les forêts qui a au cours des deux dernières années examiné la question des connaissances traditionnelles et des droits fonciers des peuples autochtones dans le contexte d'un éventuel nouvel instrument juridique des Nations Unies sur les forêts;

f) L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture qui s'est intéressée aux connaissances traditionnelles dans le contexte des ressources génétiques mondiales; et enfin,

g) Programmes de l'UNESCO touchant la science de la biodiversité (DIVERSITAS), le programme sur l'homme et la biosphère et le programme sur le patrimoine mondial.

7. Les questions de propriété intellectuelle qui ont été soulevées à propos de presque toutes les activités susmentionnées se posent aussi dans le contexte des négociations qui ont lieu dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. On compte aussi de plus en plus d'initiatives opérationnelles des Nations Unies dans ce domaine, dont le Programme d'activités de la Décennie internationale des populations autochtones et des projets spéciaux lancés par l'Organisation internationale du Travail et le Programme des Nations Unies pour le développement, ainsi que par la Banque mondiale.

8. Ainsi, alors que le traitement de la question des peuples autochtones a commencé très modestement dans le contexte des droits de l'homme, il y a maintenant quatre conventions des Nations Unies qui portent sur cette question à laquelle s'intéressent deux commissions techniques du Conseil économique et social et leurs organes subsidiaires et au moins trois institutions spécialisées ainsi que des organes opérationnels des Nations Unies et les institutions financières internationales. Il faut cependant reconnaître que de nombreux organes opérationnels et institutions spécialisées n'ont jusqu'ici pris aucune mesure pour mettre leurs activités en conformité avec les normes juridiques existantes visant à protéger les peuples autochtones, malgré l'adoption par le Conseil économique et social de sa décision 1992/255 qui impose aussi la tenue de consultations avec les peuples concernés.

9. La coordination, la transparence et la supervision sont nécessaires d'urgence, pas seulement pour des raisons d'efficacité et de transparence, mais aussi parce que les peuples autochtones eux-mêmes commencent à être submergés par la masse de réunions et d'informations et perdent leur capacité de participer pleinement et efficacement à toutes les décisions internationales qui les concernent. Il existe un grave danger de doubles emplois, de contradictions entre les programmes, de gaspillage et d'incohérence dans les normes juridiques adoptées. Il existe aussi malheureusement encore un décalage important entre les politiques des Nations Unies concernant les peuples autochtones et les pratiques effectives de nombreuses composantes du système des Nations Unies.

B. L'occasion se présente d'agir immédiatement

10. Les efforts en cours pour restructurer les Nations Unies offrent une occasion rare de se pencher sur la prolifération des initiatives concernant les peuples autochtones. Il ne faut pas la rater. C'est un fait de la vie politique que les institutions résistent au changement et que la résistance est la plus forte dans des institutions très grandes et très complexes comme l'Organisation des Nations Unies. Il y a cependant actuellement consensus sur la nécessité pour l'Organisation des Nations Unies de se réorganiser pour faire face aux nouveaux défis dans un monde caractérisé par un ordre économique, social et politique en évolution. On comprend en outre que l'Organisation des Nations Unies doit simplement faire plus avec moins de ressources.

11. La rationalisation et les regroupements au niveau des organes et de l'administration de l'ONU libéreront des ressources financières qui pourront servir à renforcer la coordination et la transparence dans l'ensemble du système des Nations Unies. La création d'une instance permanente pour les populations autochtones chargée de fonctions de coordination et d'évaluation à l'échelle du système serait tout à fait conforme aux objectifs globaux de restructuration. De fait, il est extrêmement important de souligner que l'instance permanente ne bénéficiera d'un appui politique sérieux que si elle est conçue expressément pour la coordination et l'évaluation et pas seulement pour l'étude des orientations générales.

C. La coordination débouchera sur des avantages concrets

12. Le renforcement de la coordination et de l'évaluation des programmes et initiatives en faveur des populations autochtones profitera concrètement aux gouvernements dans toutes les régions du monde. Il faudrait envisager au moins trois types d'avantages que l'on pourrait désigner par les termes développement, réconciliation et partenariat.

13. Développement. Les peuples autochtones représentent aujourd'hui 5 % de la population mondiale, mais moins de 0,1 % du budget des Nations Unies est consacré directement aux questions qui les concernent et ce faible investissement n'a pour l'essentiel servi qu'à des activités normatives. Par contre, une part importante de près de 2 milliards de dollars dépensés chaque année pour les programmes opérationnels du système des Nations Unies est allouée à des régions qui ont d'importantes populations autochtones susceptibles d'être directement affectées - parfois de façon négative.

L'Organisation des Nations Unies peut renforcer les effets positifs de son assistance technique et financière dans ces régions en veillant à ce que les peuples autochtones participent pleinement à la conception des projets et en tirent pleinement profit. De fait, l'amélioration de la qualité des projets sur les territoires des peuples autochtones suscitera probablement un appui accru des pays donateurs. Une instance permanente pour les populations autochtones peut offrir des compétences techniques pour des projets et coordonner des programmes, faciliter la collaboration avec les peuples autochtones et servir de centre d'échange d'informations aux gouvernements et ONG qui recherchent des modèles qui ont réussi.

14. Réconciliation. Dans de nombreuses parties du monde, la stabilité et le développement démocratique futurs des Etats dépendront essentiellement de la mesure dans laquelle les peuples autochtones participeront pleinement à la vie politique et économique dans des conditions justes et mutuellement satisfaisantes. Au cours des dix dernières années, on a observé certaines évolutions positives spectaculaires à cet égard : on peut noter par exemple le rôle joué par les peuples autochtones dans le processus de paix en Amérique centrale et la négociation d'institutions d'autonomie pour les peuples autochtones dans des pays aussi divers que la Colombie, la Bolivie, la Norvège et le Canada. C'est là un aspect important de la tendance mondiale vers un nouveau type d'intégration nationale et de démocratie pluraliste et propice à la diversité. Une instance permanente peut non seulement servir de centre d'échanges de données d'expérience utiles en matière de réconciliation et de consolidation des structures étatiques, mais aussi contribuer réellement dans des cas précis à faciliter la communication et à renforcer la confiance entre les gouvernements et les peuples autochtones. En d'autres termes, une instance permanente pourrait devenir un mécanisme très spécialisé et très utile pour ce que l'on appelle maintenant la consolidation de la paix.

15. Partenariat. Le programme Action 21 de même que les résolutions de l'Assemblée générale concernant l'Année internationale et la Décennie internationale des populations autochtones mettent l'accent sur le concept de "partenariat" entre les peuples autochtones et les Etats. Dans tous les pays où vivent des peuples autochtones, l'établissement de véritables partenariats auxquels ces peuples pourraient contribuer par leurs connaissances traditionnelles, leur créativité et leur patrimoine culturel et artistique exceptionnel offrirait d'importants avantages. La médecine autochtone à elle-seule est un atout énorme pour les pays qui choisissent de la respecter et de la protéger parce qu'elle représente une valeur globale de millions et de millions de dollars. L'instance permanente pour les populations autochtones pourrait encourager non seulement les partenariats pour le développement à l'échelle nationale dans des domaines tels que la médecine, l'agriculture et la conservation des ressources mais aussi les partenariats internationaux qui auraient des effets économiques à l'échelle régionale ou mondiale.

D. Mandat et fonctions suggérés

16. Il découle de ces considérations que l'instance permanente proposée devrait être établie au plus haut niveau dans le système des Nations Unies et être dotée d'un mandat comprenant notamment et surtout les quatre fonctions ci-après à l'échelle du système :

a) Supervision et coordination de toutes les activités normatives et de tous les programmes opérationnels des Nations Unies dans la mesure où ils ont des effets directs sur les peuples autochtones;

b) Analyse et évaluation des incidences des projets financés par les Nations Unies qui sont conçus pour avoir des effets directs sur les peuples autochtones ou qui ont de tels effets et utilisation des résultats pour promouvoir la responsabilité financière et la transparence vis-à-vis de ceux qui doivent être les bénéficiaires;

c) Mobilisation des compétences pertinentes de toutes les sources, y compris les peuples autochtones eux-mêmes, et mise à disposition de ces compétences notamment par le biais d'un mécanisme d'échange d'informations;

d) Renforcement de la participation des peuples autochtones aux affaires internationales en offrant à ceux-ci une plate-forme visible, influente et économique pour échanger des données d'expérience et des informations sur leurs préoccupations avec les Etats membres et les secrétariats des organismes du système des Nations Unies.
